



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 37 (2023)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : priorité du nouveau gouvernement donnée au soutien de la consommation
- ❖ Vietnam : relation avec les États-Unis hissée au rang de partenariat stratégique global
- ❖ Philippines : recul de 20% sur un an des flux d'IDE au premier semestre

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

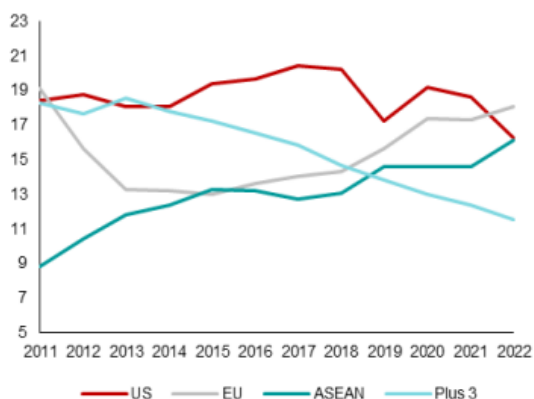
4 Md\$

Investissement de GlobalFoundries pour l'extension d'une usine de semi-conducteurs à Singapour

Région

AMRO : opportunités liées à la montée en gamme des exportations chinoises

Figure 6. China: Major Export Partner Share in Its Ascendant Sectors
(Percent of total exports)



Sources: IHS Markit Global Trade Atlas; UN Comtrade; and AMRO staff calculations.

Note: EU = European Union; Plus-3 = Hong Kong, Japan, and Korea; US = United States.

Selon une récente étude de l'AMRO, la Chine réoriente progressivement ses exportations, passant de secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (représentant 26% de ses exportations) à des secteurs à plus forte valeur ajoutée et intensité technologique. Cette transition offre des opportunités aux pays de l'ASEAN, qui est devenu en 2020 son premier partenaire commercial, en tant que fournisseur clé de matières premières et de biens intermédiaires. Jusqu'à présent, les gains de parts de marché de l'ASEAN dans les secteurs où la Chine perd les siennes sont toutefois moins importants que ceux de l'Union européenne. L'AMRO recommande donc aux gouvernements de la région de tirer parti de cette réorientation, notamment en mettant en place des politiques visant à développer de nouvelles industries et améliorer le capital humain. Dans la région, l'AMRO souligne le cas du Vietnam, qui se distingue par sa capacité à capter certaines parts de marché de la Chine en déclin et à s'aligner sur des secteurs porteurs.

Australie : nouvelle stratégie commerciale pour l'Asie du Sud-Est

L'Australie a dévoilé une nouvelle stratégie nationale visant à renforcer les échanges commerciaux et les investissements avec l'Asie du Sud-Est. Le Premier ministre australien, Anthony Albanese, a lancé cette stratégie lors du sommet de l'ASEAN et du Forum ASEAN-Indopacifique (AIPF). L'objectif est d'accroître les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux entre l'Australie et les pays de l'ASEAN d'ici 2040. Les secteurs clés désignés comprennent l'agriculture, la sécurité énergétique, la transition vers les énergies propres, les infrastructures, l'éducation, l'économie numérique et le tourisme. Malgré la croissance de l'Asie du Sud-Est, les échanges commerciaux et les investissements de l'Australie dans la région n'ont pas suivi le rythme. Des efforts seront déployés pour sensibiliser aux opportunités commerciales et augmenter les investissements étrangers de l'Australie dans la région. Un budget de 60 M USD a été alloué pour soutenir ces initiatives, notamment des équipes basées en Asie du Sud-Est pour identifier et soutenir les opportunités pour les investisseurs australiens, et mettre en œuvre les 75 recommandations de la stratégie.

Malaisie

Revue à mi-parcours du 12^{ème} plan quinquennal 2021-2025

La revue à mi-parcours du 12^{ème} plan a conduit à une redéfinition de la politique économique et sociale pour les années 2023 à 2025. Alignée sur le programme économique du gouvernement (Madani Economy) présenté fin juillet, la nouvelle stratégie, déposée au Parlement le 11 septembre, renouvelle l'ambition de la Malaisie d'accéder à la catégorie des pays à revenu élevé et de devenir un leader économique en ASEAN. Déclinée en 17 « grandes mesures ambitieuses » (« Big Bold measures ») et 71 stratégies et initiatives, elle vise en particulier à accélérer le développement d'une industrie à haute valeur ajoutée et une forte croissance. Les secteurs concernés sont l'électrique-électronique, l'aérospatial, les terres rares, les services mondiaux (Global Services), l'agriculture et l'agro-industrie et la transition énergétique. L'accélération de la digitalisation de l'économie et le renforcement des connectivités et des infrastructures de transport restent également des priorités, comme l'éradication de la pauvreté. La dotation budgétaire allouée au plan est portée à 93 Mds USD (+3,5%). Cette nouvelle politique doit permettre de viser une croissance du PIB de 5% à 6% par an.

Interventions suite à l'interdiction indienne d'exportation de riz

Les autorités malaisiennes ont décidé de limiter les achats de riz blanc produit localement à 100 kg par acheteur et par an au prix de 0,56 USD/kg. Ces mesures font suite à la décision de l'Inde d'interdire les exportations de riz, provoquant une hausse des cours mondiaux. La Malaisie, qui produit environ 62% de sa consommation nationale de riz, devrait voir la demande augmenter de 10,3% en 2025 par rapport à 2020. La modernisation du secteur agricole pour assurer la sécurité alimentaire du pays est ainsi l'un des axes du 12^{ème} plan pour 2023-2025 avec pour objectif une production de 3 millions de tonnes de riz en fin de période, permettant de couvrir 94% de la demande interne.

Singapour

Investissement de 4 Mds USD dans l'extension d'une usine GlobalFoundries

GlobalFoundries inaugure l'extension d'une usine de fabrication de semi-conducteurs de 4 Mds USD à Singapour, créant 1 000 emplois. Malgré le récent ralentissement de la demande mondiale de puces, l'entreprise mise sur la croissance à long terme grâce à l'intelligence artificielle et à la technologie 5G. L'extension de l'usine permettra de produire 450 000 plaquettes de 300 mm supplémentaires chaque année, portant la capacité totale de GlobalFoundries à environ 1,5 million de plaquettes de 300 mm par an à Singapour. La majorité des emplois créés seront occupés par des Singapouriens, qui bénéficieront de nouvelles compétences en matière de fabrication et de recherche et développement. Singapour représente aujourd'hui environ un tiers du chiffre d'affaires de GlobalFoundries, mais cette part pourrait atteindre 45% une fois que l'usine étendue sera pleinement opérationnelle.

Croissance de l'emploi portée exclusivement par les non-résidents au T2 2023

Au T2 2023, Singapour a connu pour la première fois en trois ans une contraction de l'emploi des résidents (i.e. citoyens et détenteurs d'un visa permanent), avec une diminution de 1 200 emplois, principalement due à des facteurs saisonniers dans les secteurs du commerce de détail et de la restauration. Cependant, l'emploi total a augmenté pour le septième trimestre consécutif (+24 300) du fait de l'embauche de non-résidents (+25 500, regroupant l'ensemble des détenteurs d'un visa de travail, hors travailleurs domestiques). Le taux de chômage est passé à 2% en juillet 2023, légèrement en hausse par rapport à 1,9% en juin. Les postes vacants ont diminué pour le cinquième trimestre consécutif, atteignant 87 900 en juin, avec un ratio de 1,94 postes vacants pour chaque personne au chômage. Néanmoins, le ministère du Travail ne s'attend pas à ce que la contraction de l'emploi résident persiste, prévoyant une reprise avec la reprise du tourisme et des célébrations de fin d'année.

Multiplication des investissements dans la Deep Tech

Malgré un environnement international moins favorable pour les levées de fond, Vertex Ventures, fonds soutenu par Temasek, clôture un fonds de 541 M USD pour l'ASEAN et l'Inde. Le financement provient de nouveaux investisseurs, dont la Japan Investment Corporation, la Société financière internationale de la Banque mondiale (IFC) et la DEG allemande. Pour la première fois, le fonds comprend une enveloppe de co-investissement dédiée de 50 M USD pour soutenir les startups fondées par des femmes. Le fonds a dépassé son objectif initial de 450 M USD malgré le contexte difficile du financement dans la région en raison de la montée des taux d'intérêt et de la baisse des valorisations des entreprises technologiques. De plus, Temasek, NUS et NTU investissent 55,1 M USD (75 M SGD) dans le soutien aux start-ups technologiques, issues des universités. L'investissement sera principalement déployé aux stades de pré-amorçage, d'amorçage et de série A. Au moins deux start-ups seront lancées chaque année.

Vietnam

La relation bilatérale Vietnam-Etats-Unis, désormais hissée au rang de « partenariat stratégique global »

À l'occasion de la visite du président américain à Hanoi les 10 et 11 septembre 2023, les deux pays ont rehaussé leur partenariat de deux rangs, au niveau de « partenariat stratégique global » (soit au même niveau que la Chine, la Russie, l'Inde et la Corée du sud). Si les motivations sont essentiellement géopolitiques, les deux parties se sont également mises d'accord pour renforcer leur coopération dans les domaines des sciences et technologies, en particulier l'intelligence artificielle (parmi les accords signés dans le domaine, un accord entre Microsoft et Truthing Social, et un second entre Nvidia et FPT, Viettel et Vingroup), la R&D, la santé, la médecine, la science du climat, et les biotechnologies. Parmi les grands contrats signés ou annoncés : l'achat de 50 Boeing 737 Max par Vietnam Airlines et un accord de principe entre SSA Marine (Seattle) et Gemadept pour le développement du centre logistique maritime à Cai Mep Ha pour un montant de 6,7 Mds USD. Le développement de l'écosystème électronique vietnamien semble faire partie des nouvelles priorités de la relation bilatérale : 1,6 Md USD d'investissement dans une usine de semi-conducteurs à Bac Ninh par Amkor Technology a été annoncé, ainsi que le lancement de deux centres de Design à Ho Chi Minh Ville par Synopsys et Marvell, respectivement. Dans ce secteur, un protocole d'entente a aussi été signé visant notamment à améliorer la formation des ingénieurs vietnamiens (Memorandum of Cooperation on Semiconductor Supply Chains, Workforce and Ecosystem Development). Après Donald Trump, Joe Biden est le deuxième président américain à visiter le Vietnam lors de son premier mandat (et le cinquième au total) depuis 1995 et la normalisation des relations diplomatiques entre les deux anciens belligérants. Pour rappel : en 2022, les deux pays ont échangé pour 124 Mds USD de biens et services, et les entreprises américaines ont investi un montant cumulé de 11 Mds USD au Vietnam (11^{ème} investisseur étranger dans le pays). Les Etats-Unis sont le premier marché à l'export du Vietnam et le Vietnam, le septième partenaire commercial des Etats-Unis.

Hausse continue de l'encours de crédits verts

Les banques ont augmenté leur encours de crédits verts de 23% par an sur la période 2017-2022, atteignant 22 Mds USD fin 2022 (dont 45% dans le secteur de la transition énergétique et 31% dans l'agriculture), ce qui représente néanmoins seulement 4,2% de l'ensemble des encours. Avec 70% de ses prêts dans le secteur de l'agriculture, le développement des crédits verts pourrait être particulièrement stratégique pour Agribank. Au cours de la période 2018-2020, les crédits verts d'Agribank ont déjà rapidement augmenté, de 100% à 350% par an. À l'occasion de la visite du président Biden, la banque américaine de développement (DFC) a par ailleurs annoncé de nouveaux financements pour les PME actives dans le secteur de la protection de l'environnement et/ou dirigées par des femmes, pour un montant total de 450 M USD affecté à VP Bank, TP Bank et le Beacon Fund. Par rapport à l'exposition des banques vietnamiennes aux projets à forte empreinte carbone (18% du total des crédits fin 2021), la croissance des crédits verts reste cependant limitée.

49% du plan d'investissements publics décaissé à la fin du mois d'août

L'investissement public est un moteur de croissance important de l'économie vietnamienne, notamment dans le contexte actuel de ralentissement de la croissance, mais au cours des huit derniers mois, les décaissements d'investissements publics à l'échelle nationale n'ont atteint que 49,4% du plan annuel pour un montant total de 14,5 Mds USD. Le plan étant très ambitieux cette année (+35% par rapport à 2022 pour un montant de 30 Mds USD), cela représente toutefois une hausse de 23% par rapport au montant décaissé à la même période de l'année dernière. Les experts estiment que le PIB en 2023 augmenterait d'environ 1,3% si l'objectif de décaissement de 95% des capitaux d'investissement publics était atteint cette année.

Retards dans les projets et pénuries d'électricité à prévoir au cours des prochains mois

Si le secteur de l'électricité vietnamien fait l'objet de nombreux projets d'investissement, des difficultés demeurent quant à l'approvisionnement national à court/moyen terme. Dans un rapport au gouvernement, le ministère de l'Industrie et du Commerce a indiqué qu'une pénurie de 420 à 1 770 MW (soit 10% de la demande totale d'électricité de la région) est attendue en juin et juillet 2024, si les réservoirs hydroélectriques continuent d'enregistrer de faibles niveaux d'eau. Pour rappel, un projet de PTSC et Sembcorp vise à développer un parc éolien en mer d'une capacité d'environ 2 300 MW, à vocation d'exportation vers Singapour. Les projets de gaz naturel liquéfié en cours de développement rencontrent par ailleurs des difficultés (malgré le calendrier serré fixé par le PDP8), notamment concernant la fixation des prix d'achat, pourtant essentiel pour conclure des contrats d'achat d'électricité.

Thaïlande

Déclaration de la politique générale du nouveau gouvernement : priorité donnée au soutien à la consommation

La déclaration devant le Parlement, le 11 septembre, de la politique générale du nouveau gouvernement par le Premier ministre Shretta s'est fortement concentrée sur les défis économiques de la Thaïlande et sur les réponses que le gouvernement ambitionne d'y apporter. Le Premier ministre, après avoir listé les défis économiques majeurs auxquels est confrontée la Thaïlande (notamment : vieillissement de la population ; productivité déclinante ; endettement des ménages ; dépendance accrue à la conjoncture internationale) et géopolitiques (rivalité entre superpuissances), a énoncé un certain nombre de mesures économiques, majoritairement orientées vers le soutien à la consommation domestique, laissant pour l'instant peu de place aux réformes structurelles et à la relance de l'investissement de long terme. Ainsi, outre la mise en place d'un portefeuille numérique de 10 000 THB (280 USD) pour tous les thaïlandais de plus de 16 ans courant 2024 (coût total estimé dans la presse de près de 3% du PIB), les principales annonces concernent des mesures salariales (nouvelle hausse du salaire minimum à 400 THB/jour courant 2024, soit + 13 à 15% environ par rapport au montant actuel), de contrôle des prix (mise en place d'un billet de train à un prix unique de 20 THB ou 0,6 USD dans la région de Bangkok, avec un projet pilote qui concernera d'abord la ligne violette du métro de Bangkok à partir du 1^{er} janvier 2024 ; la réduction des prix d'électricité de 4,45 à 4,1 THB/KW à partir de septembre et du prix du diesel à moins de 30 THB/litre contre 32 THB actuellement), des mesures de soutien au tourisme international (suppression des visas pour les touristes de Chine et du Kazakhstan sur une période d'essai allant du 25 septembre et le 29 février 2024) et d'allègement de dette (mise en place au T4 2023 d'un moratoire sur les dettes des agriculteurs et des TPME pour une période de 3 ans). Ces mesures font déjà l'objet d'un certain nombre de critiques de la part des observateurs économiques (analystes de banque et de fonds d'investissement essentiellement), qui pointent non seulement leurs effets possibles sur l'inflation (et la politique monétaire, déjà restrictive depuis 1 an) mais également leur caractère « court-termiste » (incompatible avec l'objectif d'atteinte d'une croissance potentielle supérieure à 3%) ainsi que leurs conséquences budgétaires (hausse probable de l'endettement public au-delà de 70% du PIB). Le gouverneur de la banque centrale s'est également montré réservé sur les mesures annoncées, appelant notamment à cibler le moratoire sur les dettes sur les seuls publics les plus fragiles, et à stimuler l'investissement privé plus que la consommation. Dans la foulée de la déclaration de politique générale, l'indice boursier de la SET a clôturé sur une baisse de 0,4% le même jour, témoignant d'un certain scepticisme des investisseurs eu égard aux annonces gouvernementales.

Choix d'Airbus pour la fourniture d'un satellite de communications

Thaicom, l'un des principaux opérateurs de satellites en Thaïlande qui avait remporté 2 positions orbitales en janvier 2023 dans le cadre de l'appel d'offres relancé par la NTBC (le régulateur du secteur des télécommunications), a choisi le groupe Airbus pour la fourniture de son satellite de communication : le satellite reconfigurable à haut débit OneSat. Ce dernier fournira une connectivité étendue dans la région Asie-Pacifique pour l'ensemble des utilisateurs et partenaires de Thaicom. Le groupe français concevra et fabriquera le satellite, et fournira également les composants du segment sol. Airbus prévoit de livrer le satellite en 2027. Ce contrat est important pour les intérêts économiques français car permettra de mettre une nouvelle fois en valeur notre savoir-faire dans le domaine spatial et de stimuler dans une large mesure nos exportations industrielles.

Philippines

Diminution de 20% sur un an des flux entrants nets d'IDE au premier semestre

Au S1 2023, les flux entrants nets d'IDE ont atteint 3,9 Mds USD (soit -20,4% en glissement annuel). Ces investissements se sont principalement orientés vers l'industrie manufacturière (54%), l'immobilier (15%), et les activités financières et l'assurance (10%). Les flux entrants provenaient principalement du Japon, de l'Allemagne, des Etats-Unis et de Singapour. Selon la banque centrale, la diminution des flux entrants est principalement attribuable à une perception accrue du risque dans un contexte de ralentissement globale de l'activité.

BAuD : prêt de 303 M USD pour le renforcement de la gestion des risques d'inondations

La Banque asiatique de développement (BAuD) a validé un prêt de 303 M USD visant à financer le renforcement des capacités philippines en matière de gestion des risques d'inondations. Le projet permettra notamment de financer des infrastructures de gestion de l'eau et de protection contre les inondations dans les bassins fluviaux de l'Abra (North Luzon), de Ranao/Agus et de Tagum-Libuganon (Southern Mindanao). À l'échelle locale, une assistance sera apportée à 22 collectivités et environ 150 barangays pour améliorer la gestion des risques climatiques et intégrer les risques d'inondations dans les plans de développement locaux. Les Philippines font parties des pays les plus vulnérables aux changements climatiques : entre 2010 et 2019, les catastrophes naturelles ont causés 463 Mds PHP (soit 8,1 Mds USD) de dommages, dont 29% dû aux inondations.

Cambodge

Hausse continue des exportations des ZES

Le Cambodge compte actuellement 24 zones économiques spéciales (ZES) en activité, avec des investissements en capital de 8,1 Md USD, principalement dans des secteurs tels que le textile (habillement, chaussure et articles de voyage), l'automobile (pièces et pneus, assemblage), l'électronique, et l'assemblage de vélos, selon le Conseil pour le développement du Cambodge. Les exportations des zones économiques spéciales (ZES) du Cambodge ont considérablement augmenté depuis 10 ans, passant de 200 M USD en 2011 (ou 4% des exportations totales du pays) à 5,2 Mds USD en 2022 (23%). Ces exportations cumulées représentent 25,7 Mds USD entre 2011 et 2023. Selon la loi de 2021 sur l'investissement, les projets d'investissement qualifiés (PIQ) situés dans des zones économiques spéciales sont éligibles aux mêmes avantages fiscaux et protections que les autres PIQ. Les projets du secteur textile, au sens large, demeurent éligibles, mais leurs incitations fiscales sont moins importantes contrairement à ceux dans le secteur électrique et électronique par exemple.

Reprise encourageante du secteur aérien

Les trois aéroports internationaux du Cambodge ont accueilli au total 3,4 M de passagers au cours des huit mois de cette année, soit une augmentation de 180% par rapport à la même période en 2022, selon le Secrétariat d'État à l'aviation civile. Le nombre de vols s'est élevé à 33 146 (+147,6%). Bien que moins nombreux qu'avant la pandémie de Covid-19, la reprise des vols et l'ouverture de nouvelles liaisons aériennes ont contribué à la croissance du nombre de passagers et de touristes étrangers au Cambodge. Actuellement, 31 compagnies aériennes sont en service au Cambodge, contre 53 en 2019 (et 11,6 M de passagers). Les difficultés économiques mondiales, les conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, la disponibilité limitée de vols et le prix élevé des billets expliquent en partie la reprise très progressive du secteur. Cela n'empêche pas le Cambodge de poursuivre le renforcement de sa capacité pour accueillir des visiteurs internationaux... même si les aéroports existants ne sont pas à saturation. Il mettra ainsi en service un nouvel aéroport international à Siem Reap mi-octobre 2023.

Exportation de riz : encore un peu loin de l'objectif

Le Cambodge a exporté 401 699 t de riz décortiqué pendant les huit premiers mois de l'année, soit une augmentation de 3,3%. En valeur, en revanche, avec 278,6 M USD, l'augmentation est de 14,7%, en grande partie en raison des tensions sur les marchés, créées par l'interdiction d'exportation imposée par l'Inde. Ce chiffre représente 58% du volume de 700 000 t d'exportation fixé par les autorités cette année. L'Union européenne est le principal acheteur de riz décortiqué du Cambodge, avec 164 682 t (41% des exportations cambodgiennes de riz), suivie de la Chine et des pays de l'ASEAN, avec respectivement 143 818 t (35% du total) et 36 692 t (9% du total). Le Cambodge s'est fixé l'objectif ambitieux d'exporter plus d'un million de tonnes de riz usiné d'ici 2025. Il cherche ainsi activement à diversifier ses marchés d'exportation. Par ailleurs, le Cambodge cherche également à attirer des investisseurs dans les intrants agricoles tels que les semences, les engrais, les pesticides... afin de réduire les coûts de production. À noter que les investissements dans le secteur agricole peuvent prétendre à des incitations fiscales offertes par la loi de 2021 sur l'investissement.

Laos

Le solaire photovoltaïque, facteur de stabilité énergétique au Laos ?

Sur le papier, l'équation est simple. L'hydroélectricité représente 83% du bouquet énergétique laotien (le charbon 16% et le reste 1%). Or, pendant la saison sèche, la demande de pointe est de 1,8 GW quand la production assure environ 1,3 GW (pour une capacité installée d'environ 1,2 GW). Il reste 500 MW à importer, ce qui est coûteux et source d'incertitudes potentielles. Développer le solaire apparaît une réponse, compte tenu de coûts de production en baisse. Pour autant, avec le coût de l'électricité le plus bas de l'ASEAN, la partie de réseau est difficile à atteindre. Et, au-delà du besoin quantitatif pur, la question d'un réseau de transport non unifié – une partie de ce réseau est en fait destiné à l'exportation vers les pays limitrophes – est cruciale. Desservir des zones non raccordées au réseau, pour des besoins limités en énergie est donc possible. Fournir une capacité suffisante pour combler les 0,5 GW manquants nécessitera des investissements élevés et prendra du temps.

Plan de soutien au développement économique

Via la Banque du Laos, les autorités mettent en place un programme de prêts bonifiés de 4,5 trillions de kips (225 M USD). Ce programme complète un plan de bonification de prêts existants, géré par la BOL déjà et doté de 2,5 trillions de kips (100 M USD). Les provinces recevront chacune 80 Md LAK, sauf celles de Vientiane, Champassak et Savannakhet (100 M LAK chacune). Ces prêts seront cédés, d'ici 2025, aux banques commerciales à un taux de 2,5% pour des maturités de 5 ans, à charge pour elles d'accorder des taux de 6% maximum. L'objectif est de favoriser les productions locales, dans presque tous les secteurs économiques. Ceux de l'agriculture, de la sylviculture, de l'agroalimentaire, du commerce et du tourisme en premier lieu. Enfin, ces prêts seront plutôt destinés aux PME, avec un montant unitaire maximal de 5 Md LAK (250 000 USD). Le système bancaire est toutefois connu pour avoir des difficultés à financer les PME. Pour mémoire, la dernière émission d'obligations de la BOL portait un intérêt de 15% pour une maturité de 6 mois.

Birmanie

Thaïlande, premier partenaire commercial de la Birmanie

Selon le ministère du Commerce, au cours des cinq premiers mois (avril-août) de l'exercice fiscal de 2023-2024, le commerce bilatéral avec la Thaïlande s'est élevé à 2,4 Mds USD (exportations à 1,6 Mds USD et importations à 0,8 Mds USD), plaçant la Thaïlande au premier rang des partenaires commerciaux de la Birmanie, devant Singapour et la Malaisie. La Birmanie exporte principalement vers la Thaïlande du gaz naturel, des produits de la pêche, du charbon, des légumineuses et du bois tandis que les importations depuis la Thaïlande se concentrent sur les biens d'équipements, les produits industriels bruts tels que le ciment et les engrais, les biens de consommation, l'huile végétale comestible et les produits alimentaires.

La Birmanie se prépare à utiliser la carte bancaire russe « Mir »

Suite à l'accord signé entre la banque centrale et six banques commerciales de Birmanie, le système de paiement par carte pour les transferts électroniques de fonds établi en 2017 par la banque centrale russe, la carte de paiement "Mir", pourra être utilisée sur les plateformes de paiement de ces six banques en Birmanie à partir du mois prochain. Pour rappel, un protocole d'entente sur la coopération bancaire entre la banque centrale birmane et la banque centrale russe a été signé le 5 décembre 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité